

Anthropologie et Sociétés



Anne-Marie THIESSE, Ils apprenaient la France. L'exaltation des régions dans le discours patriotique. Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 1997, 131 p., fotogr., bibliogr.

Samir Saul

Volume 21, numéro 2-3, 1997

Comparaisons régionales

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/015504ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/015504ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (imprimé)

1703-7921 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Saul, S. (1997). Compte rendu de [Anne-Marie THIESSE, Ils apprenaient la France. L'exaltation des régions dans le discours patriotique. Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 1997, 131 p., fotogr., bibliogr.] *Anthropologie et Sociétés*, 21(2-3), 332-333. <https://doi.org/10.7202/015504ar>

Anne-Marie THIESSE, *Ils apprenaient la France. L'exaltation des régions dans le discours patriotique*. Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 1997, 131 p., fotogr., bibliogr.

Il n'est pas rare en France d'entendre son interlocuteur déclarer que dans son « pays », l'on fait ceci ou l'on pense cela. L'allusion n'est pas à une contrée étrangère, mais à une région de la France, souvent ancienne province rattachée au royaume. Riches en traditions, dotées de paysages particuliers, réputées creusets de traits personnels distinctifs, les régions représentent l'unité historique de base de la France en tant que nation et État. Pourtant leurs atouts — cohésion, autonomie, long passé, singularité des unes par rapport aux autres — les désignent comme entités au potentiel menaçant pour l'unité du pays et l'unicité de la nation. Ajoutons les souvenirs de la Révolution de la fin du XVIII^e siècle, durant laquelle l'appel à la province et le fédéralisme sont l'apanage de courants politiques modérés, antiparisiens ou antirévolutionnaires, pour saisir l'ambivalence qui pourrait entourer le régionalisme. Centralisateurs, les jacobins et autres républicains passent pour être des adversaires acharnés des régions et de leurs ramifications politiques et culturelles. État unitaire, la République est tenue pour la négation du régionalisme et le levier de l'anéantissement des particularismes provinciaux.

Anne-Marie Thiesse se fait fort de remettre en question les idées reçues. La Troisième République a, contrairement à ce qu'une image d'Épinal laisserait supposer, encouragé la célébration des attributs des régions. Loin d'étouffer le sentiment d'attachement à sa « patrie », elle l'aurait entretenu, tout en en faisant un élément de la communion dans l'appartenance à la même nation. Le local et le national, la petite patrie et la grande, l'unité et la diversité, seraient compatibles, voire complémentaires. Contribution à l'histoire culturelle, analyse de discours, l'ouvrage repose sur des sources « littéraires », surtout des manuels scolaires à usage local, mais aussi des poèmes, récits et illustrations. De nombreuses citations émaillent le texte et appuient la démonstration.

À la suite de la défaite de 1870 et de l'unification de l'Allemagne, les dirigeants de la France doivent renoncer à l'idée que leur pays soit le plus puissant de l'Europe continentale. Désormais la France est vantée pour le modèle d'harmonie et d'équilibre qu'elle offre : conditions de vie saines, climat doux, ressources abondantes et variées, niveau de vie enviable, impressionnant patrimoine culturel. Dans cette perspective, l'accent mis sur les régions revêt une signification toute particulière. D'autre part, l'exacerbation des conflits sociaux commande la recherche d'un terrain quelconque de consensus, transfert opéré par la glorification du terroir. Il est enfin indubitable que la Commune de Paris (1871) creuse le fossé entre la capitale et la province. Sa suppression par le recours à des troupes provinciales marque de son sceau le début de la période menant à la naissance de la III^e République et pèse sur l'orientation ultérieure.

L'auteur aurait pu relever la blessure que constituait l'amputation de l'Alsace-Lorraine et la valorisation, par compensation ou par mesure de précaution, des provinces demeurant dans le giron de la nation. Il n'est pas superflu de rappeler aussi que la République dégageait depuis 1792 une odeur de radicalisme de nature à inquiéter possédants en général et ruraux en particulier. Longtemps les républicains ont dû procéder en catimini et en faisant preuve d'« opportunisme ». La référence à la couleur locale atténue la crainte que suscite l'application de doctrines politiques perçues comme abstraites.

Une hiérarchie s'instaure : l'amour de la région ou de la « petite patrie » serait la première étape vers l'amour de la patrie. L'espace local serait, dans le domaine du savoir, le champ privilégié de l'érudition élémentaire — histoire, traditions, folklore, parlers, etc. —

et le terrain d'apprentissage des méthodes indispensables au niveau supérieur, celui des études nationales. « Gigognes patriotiques », « emboîtements successifs », « construction en matriochkas », observe l'auteur au sujet d'une démarche qui traduit le principe voulant que « l'attachement à la France est censé être la transposition de l'attachement de l'écolier pour son sol natal » (p. 17). La région n'est pas qu'une réalité physique : elle forge les hommes et leur caractère. À telle espèce de sol correspondrait tel type de personnes. Géographie humaine d'un statut scientifique douteux, ce déterminisme à l'honneur dans les manuels d'époque résulterait d'une « tautologie Montesquieu ».

Le régime de Vichy n'éprouve pas de difficulté à s'approprier le discours régionaliste de la III^e République, entreprise d'autant plus aisée que celui-ci est traversé d'un sensible courant passéiste. En effet, la faveur accordée à la campagne, à la terre et à l'agriculteur, la réprobation de la ville et de l'industrialisation, l'affliction affichée face à l'exode rural, font déjà partie de l'idéologie pétainiste. Comme le régime républicain, Vichy fonde de grands espoirs sur l'apport régénérateur du tourisme pour les régions en voie de se vider de leur population. Aussi l'accueil des visiteurs devient-il une raison pour convaincre de l'intérêt de mettre en valeur le patrimoine local.

Jusqu'au milieu des années 1960, les thèmes de la rusticité et de la campagne font partie des manuels. Toutefois, c'est à partir de la Quatrième République que la région recule dans le discours au profit du monde rural en général. Lointain et idéalisé, il n'est plus le point de rencontre du local et du national. Comble d'ironie, c'est la III^e République et son œuvre scolaire qui sont tenues pour responsables du recul des régionalismes. En réalité, le discours régionaliste de la III^e République n'a pas été relayé, faute de l'accompagnement d'un discours d'intégration de la diversité des identités régionales à l'unité nationale. Telle est, estime l'auteur, la faiblesse du projet d'une « Europe des régions » : il lui manque un discours unitaire sur l'Europe suffisamment net pour entraîner la liaison du local et du supranational.

Utile mise au point, l'ouvrage rappelle avec force détails l'attitude, souvent méconnue, des autorités de la III^e République à l'égard des régions. C'est sa principale contribution. S'il sert effectivement le sujet énoncé, il conserve un caractère descriptif, sans problématique élaborée, outre la mise en lumière du régionalisme et de ses divers visages de 1870 à 1944 environ. Éclairante, essentielle et se suffisant à elle-même pour le moment, l'avancée n'en est pas moins provisoire. Il reste à la relativiser en l'insérant dans une étude comparative de la perception des régions sur une période débutant avant l'avènement de la III^e République et se poursuivant après la chute du régime de Vichy.

Samir Saul
Département d'histoire
Université de Montréal
C. P. 6128, succursale Centre-ville
Montréal
Québec H3C 3J7
